

Repenser notre ADN politique

Transcription de la discussion avec Nancy Fraser et Réjane Sénac

en français [les propos de Nancy Fraser ont été traduits de l'anglais, accéder à la transcription de la version originale [ici](#)]

Programme d'études sur le genre : Bienvenue dans Genre, etc., le podcast de Sciences Po consacré aux questions de genre, d'inégalité et de discrimination. Aujourd'hui, nous nous retrouvons pour un nouvel épisode bonus, un petit peu plus long que d'habitude. Nous allons discuter avec deux chercheuses qui travaillent sur les questions de justice, sur les luttes pour l'égalité et sur les rapports sociaux et les dominations qui existent dans nos sociétés. En fait, il y a un océan qui sépare ces deux chercheuses : nous sommes en ligne avec Nancy Fraser qui nous rejoint de New York, aux États-Unis, Hello Nancy Fraser !

Nancy Fraser : Bonjour, Hello.

Programme d'études sur le genre : Bonjour.

Et de l'autre côté du second micro, il y a Réjane Sénac, à Paris, en France. Bonjour Réjane Sénac.

Réjane Sénac : Bonjour.

Programme d'études sur le genre : Une petite précision avant de commencer : exceptionnellement, cet épisode sera multilingue. Nancy Fraser parlera en anglais, et Réjane Sénac et moi-même en français. Vous pourrez retrouver sur votre plateforme d'écoute la version qui mêle anglais et français, ou alors une version entièrement doublée en français, à vous de choisir celle que vous préférez écouter.

Vous écoutez actuellement la version doublée 100% en français.

Alors merci de votre présence aujourd'hui Réjane Sénac et Nancy Fraser. Je vous propose de commencer par des petites présentations.

Nancy Fraser, vous êtes professeure de philosophie et de politique à la *New School* de New York, aux États-Unis. Vous avez publié plein de livres et beaucoup ont été traduits en français, notamment ces dernières années : *Féminisme pour les 99%*, que vous avez coécrit avec Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya, publié en 2019, et *Le capitalisme est un cannibalisme*, qui vient juste d'être publié en français en 2025, on y reviendra d'ailleurs un petit peu plus tard dans l'épisode.

Un de vos ouvrages-clés a été publié en français en 2005 et réédité en 2011. C'est un livre qui a pour titre *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Alors, est-ce que vous pourriez nous en dire plus, pour commencer, sur ce concept de justice sociale et aussi les trois dimensions que vous lui associez ?

Nancy Fraser : Bien sûr, avec plaisir, merci. Je pense que je devrais commencer par dire que la conception de la justice que j'ai développée à cette époque visait à dépasser la fracture entre deux grands paradigmes en philosophie politique : d'un côté, le paradigme de la justice distributive, et de l'autre, cette nouvelle approche qui commençait à émerger à l'époque – une manière de penser la justice en termes de reconnaissance égalitaire. Et dans

le premier cas, le paradigme distributif se concentrait surtout sur la manière dont les biens divisibles étaient répartis – comme les emplois, les revenus, des choses qu'on peut partager de manière assez claire. Alors que le paradigme de la reconnaissance concernait plutôt des questions de respect, d'estime, et des schémas de valeur dans la société. Et cette seconde approche, pour beaucoup de gens, semblait très pertinente pour aborder les injustices liées à la race, au genre, à la sexualité – des injustices de ce type – contrairement aux injustices de classe, qui avaient souvent été associées au paradigme de la justice distributive.

Mais selon moi, c'était une erreur de séparer ces deux types de luttes en deux concepts distincts de justice. Et je pensais qu'il fallait justement remettre en question cette séparation. Et j'avais l'impression que cette distinction n'était pas une "catégorie naturelle", au sens philosophique du terme, mais plutôt une distinction qui venait de la manière dont notre société est organisée : avec, d'un côté, une sphère économique bien délimitée et institutionnalisée, et de l'autre, des sphères comme la culture ou la famille, censées obéir à une logique différente. Et ça, évidemment, c'est typique du modèle d'une société capitaliste – cette séparation-là.

Et je dois dire que ce n'était pas seulement un problème théorique pour moi, parce que dans la réalité des luttes sociales et du militantisme à cette époque là, cette fracture était bien présente : entre, d'un côté, des gens centrés sur la classe sociale, pour qui les questions de genre ou de race détournaient l'attention ; et de l'autre, des militantes et militants engagés sur les enjeux de genre et de race, qui, souvent, se reconnaissaient davantage dans le paradigme de la reconnaissance, et qui – bon, je ne sais pas s'ils étaient fondamentalement opposés à la question de classe – mais en tout cas, ce n'était clairement pas leur priorité.

Ce que je voulais, c'était dépasser cette fracture entre ce qu'on appelait – du moins aux États-Unis – la "gauche sociale" et la "gauche culturelle", si on peut dire. Je n'ai jamais pensé que le genre, la race, etc., étaient, entre guillemets, "simplement des questions culturelles", comme Judith Butler l'a un jour formulé. Je n'ai jamais pensé ça. Pour moi, cette manière de concevoir les choses posait problème.

Donc, je suis partie de l'idée que la reconnaissance et la redistribution étaient deux dimensions d'un seul concept plus large de justice. Et puis, assez rapidement, je me suis dit que non, ça ne suffisait pas tout à fait : en réalité, il y a au moins une troisième dimension – la dimension politique – c'est-à-dire la représentation, ou la possibilité d'avoir une voix égale dans les décisions collectives sur notre mode de vie. Donc trois dimensions : redistribution, reconnaissance, représentation, toutes réunies dans une vision globale de la justice que j'ai appelée la parité de participation. L'idée, c'est que toute personne impliquée dans une interaction sociale – qu'elle soit officiellement reconnue ou non – peut légitimement se dire victime d'injustice si sa capacité à participer à cette interaction en tant que pair, sur un pied d'égalité, est compromise par des formes institutionnalisées de domination ou d'injustice. Et je pensais que dans les sociétés capitalistes il y avait ces trois, disons, ordres de domination institutionnalisée, ou ce que certains appellent la stratification.

On peut être empêché·e de participer comme un pair à la vie sociale à cause d'une répartition injuste – ne pas avoir les ressources divisibles nécessaires, les fameux "biens primaires", etc. pour pouvoir interagir sur un pied d'égalité avec les autres. Mais on peut aussi être exclu·e si les valeurs culturelles institutionnalisées vous relèguent au rang d'inférieur·e, méritant moins de respect ou d'estime. Et enfin, si les arrangements politiques ou l'organisation du système politique vous privent d'une voix égale dans les affaires publiques et collectives. Et il peut y avoir des combinaisons : on peut subir ces trois formes à la fois, ou seulement deux, ou, dans de rares cas, une seule.

Donc, toute ma conception de la justice ici est liée à une analyse des obstacles institutionnalisés à la justice, en se concentrant sur la manière dont la société enraine l'injustice, et, par conséquent, sur les dimensions qu'il faut examiner et essayer de corriger. En résumé, voilà l'idée !

Programme d'études sur le genre : Merci beaucoup. On va continuer un petit peu à parler de cette notion de justice et d'injustice.

Réjane Sénac, je me tourne vers vous à présent. Vous êtes directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po, le CEVIPOF, et aussi la directrice du département de science politique de Sciences Po. Vous avez, comme Nancy Fraser, publié des livres, notamment *L'égalité sans condition* en 2019, *Radicales et fluides*, un livre sur les mobilisations contemporaines en 2021, et plus récemment un essai qui s'intitule *Comme si nous étions des animaux*, sur notre rapport à l'animalité, en 2024 il a été publié ce dernier livre. Un des fils conducteurs, ou colonne vertébrale... je ne sais pas trop quelle est la meilleure métaphore à utiliser... en tout cas fil rouge, peut-être, de vos recherches, c'est le concept, c'est le principe d'égalité. Alors, est-ce que vous pourriez nous en dire plus sur l'égalité et les liens entre ce concept et les dimensions de la justice dont vient juste de nous parler Nancy Fraser ?

Réjane Sénac : Merci beaucoup, déjà, pour ce podcast, et j'ai toujours un grand plaisir à entendre Nancy Fraser, je suis très heureuse que nos voix se mêlent dans le cadre de ce podcast, c'est vraiment un honneur pour moi !

Donc, par rapport à ce principe d'égalité qui est en effet central dans mes recherches, c'est un peu le fil conducteur, en effet. Ce qui est intéressant pour rebondir avec ce que vient de dire Nancy Fraser, c'est qu'on voit que dans notre modernité politique, le principe d'égalité c'est un principe paradoxal, qui est à la fois l'idéal le plus mobilisé et le plus controversé. Mais dans le même moment, quand on travaille en regardant, en objectivant, les inégalités et les mobilisations, on voit en effet que ce qui arrive en premier – et c'est la fin de l'intervention de Nancy Fraser – c'est le constat des injustices, des inégalités, et le fait d'essayer de comprendre pourquoi il y a autant d'intervalles entre les principes proclamés, dont le principe d'égalité, et la réalité de nos sociétés.

Donc mon travail a été justement de travailler sur cet intervalle-là, entre ce qui est et ce qui devrait être – ce qui est la définition même du politique – et j'ai en particulier travaillé sur la manière dont ça se déclinait dans le cas français. Puisqu'en effet, l'égalité elle est centrale dans la modernité politique autour de la démocratie libérale, mais dans le cas français et de la République française, on le voit bien à travers notre devise : l'égalité, c'est le principe qui est ce que Rawls appelle l'ordre lexical premier, c'est-à-dire que c'est le principe premier par rapport à celui de liberté et de fraternité. Donc c'est celui qu'on doit appliquer avant de penser les autres. De la même manière que Nancy Fraser, on voit bien que ce n'est pas pensé en silo : qu'il y a des imbrications avec la liberté et la fraternité, pensées à la fois comme le "qui" du politique et le lien, au sens de solidarité.

Pour rebondir donc, en faisant un pont entre mes recherches et le travail de Nancy Fraser sur la théorie tridimensionnelle de la justice : moi j'ai travaillé sur la manière dont les non-frères – c'est-à-dire les groupes qui n'avaient pas été inclus dans le contrat social originel de la République française, et donc qui avaient été exclus du politique au motif qu'ils n'étaient pas du côté de la raison mais de la nature, aussi bien les femmes que les personnes racisées en particulier... Donc moi, ce qui m'a intéressée, c'est de voir comment ils étaient inclus, les principes de justification de leur inclusion, à travers les lois dites sur la

parité, la promotion dite "de la diversité", l'ouverture du mariage civil aux couples de personnes du même sexe... donc comment est-ce qu'on a intégré ou pas ce que Nancy Fraser appelle une "parité de participation" aussi pour les non-frères.

Ce que j'ai vu, c'est qu'on redistribuait – donc on était dans le premier versant de la dimension tridimensionnelle de Nancy Fraser – on redistribuait les places, les ressources, aussi bien pour les femmes que pour les personnes racisées. Mais, en fait, avec comme principe de justification non pas qu'on les reconnaissait comme des pairs – et donc on est là dans le deuxième versant culturel – mais toujours comme des complémentaires. Puisque on justifie l'inclusion des femmes dans la promotion de la parité ou des personnes dites "issues de la diversité" en disant qu'ils vont apporter autre chose : mixité égale valeur ajoutée. Donc on est dans ce que j'appelle l'égalité sous condition de performance de la différence pour les non-frères. Donc on n'est pas dans le fait de s'imaginer comme des semblables, pour reprendre Hannah Arendt, ou d'être dans une réelle parité de participation, pour reprendre Nancy Fraser. Mais on demeure en réalité dans une logique de complémentarité, incompatible avec la reconnaissance comme des égaux.

Donc pour refaire le lien avec le travail de Nancy, on voit bien là qu'on n'interroge pas la théorie de la justice, mais qu'on reste dans une conception qui est à la fois néolibérale – puisqu'il faut que ce soit rentable : les femmes vont répondre à la crise de la représentation, les personnes dites issues de la diversité, c'est bon pour le business, les femmes vont aussi faire du management ou de la politique autrement – enfin voilà. Donc il y a à la fois du néolibéralisme, mais aussi du néo-essentialisme, puisqu'on est dans une... alors souvent une culturalisation des différences ou des apports, en disant : "les femmes, elles sont élevées différemment donc elles vont apporter autre chose", "les personnes issues de la diversité, ils apportent aussi d'autres... d'autres atouts". Mais là, on n'est pas dans un questionnement d'une justice qui serait une justice que moi j'appelle "sans condition", c'est-à-dire où on n'enferme pas... on ne continue pas à enfermer dans des assignations identitaires, en particulier.

Voilà, donc là je trouve que c'est intéressant parce que moi d'ailleurs j'ai pas mal travaillé à partir des recherches de Nancy Fraser que je trouvais très intéressantes parce que ça permet de ne pas opposer l'approche par la question sociale, par les conditions matérielles, et l'approche par la reconnaissance des discriminations ou des assignations, par les enjeux qu'on qualifie de plus culturels, et, comme elle l'a dit, de comprendre les inégalités femmes-hommes ou plus largement de genre, ou toutes autres sortes d'inégalités qu'on associe à des enjeux culturels, comme éminemment politiques et économiques en même temps. Donc d'imbriquer la dimension de la redistribution, de la reconnaissance et de la représentation. Je ne sais pas si c'est le moment d'en parler ou si on en parlera un peu plus tard... sur comment ce troisième versant de la dimension de la justice est tout à fait intéressant, parce qu'il interroge les conditions de possibilité des luttes en termes de redistribution et de reconnaissance, donc comment la dimension politique, elle est transcendante, au sens de conditions de possibilité pour la dimension plus économique ou culturelle.

Programme d'études sur le genre : On reviendra tout à l'heure justement sur les manières de se mobiliser. Nancy Fraser, est-ce que vous voulez rebondir sur ce que vient de dire Réjane Sénac ?

Nancy Fraser : D'abord, je voulais juste dire à quel point ça me fait plaisir de reprendre cette discussion avec Réjane. Ça faisait longtemps que nous n'avions pas échangé, et j'ai

toujours aimé dialoguer avec vous – vous avez des idées passionnantes, et c’est encore le cas aujourd’hui ! Juste deux ou trois remarques rapides.

Si je comprends bien, je crois qu’il y a une différence intéressante dans la façon dont on hiérarchise les principes en France et aux États-Unis. Pour nous, la liberté – la liberté individuelle, et par-dessus tout le droit de propriété – a toujours été la chose primordiale. Et tout ce qui allait à l’encontre de ça devait être mis de côté. Donc notre conception de l’égalité a toujours été très limitée, très partielle, très faible, parce qu’elle a toujours été soumise à ce “test de la liberté”. Et il y a même eu des cas, dans notre histoire, où des gens qui voulaient défendre à un droit à un revenu minimum ont essayé de le défendre devant les tribunaux comme un droit de propriété ! Parce qu’en fait c’est le seul langage qui ait vraiment du poids chez nous... Et forcément, ça donne une culture politique assez différente.

Et pourtant, je pense que certaines choses sont assez similaires. Parce que chez nous aussi, il y a un énorme décalage entre les idéaux libéraux et la réalité, leur mise en œuvre, qui ne suit pas toujours. Et à chaque fois qu’on essaie de revendiquer plus de parité pour corriger des injustices ou des inégalités dans la participation, dans n’importe quel domaine, on se heurte toujours à cette culture politique. Et dans notre culture, on a eu tendance à penser la discrimination, et aussi à comprendre l’injustice comme étant une forme de discrimination qu’on pourrait surmonter sans changer les structures en profondeur, simplement en laissant les personnes, entre guillemets, “les plus talentueuses”, grimper les échelons. De sorte que les femmes talentueuses, les personnes noires talentueuses, et cetera, puissent, d’une manière ou d’une autre, devenir général haut gradé dans l’armée américaine ou PDG d’une grande entreprise... Comme si c’était ça l’égalité ! Nous avons donc connu des débats similaires ici, et également des débats sur la complémentarité – c’est donc assez proche, malgré les différences entre nos cultures politiques.

Et pour finir, je voulais ajouter que j’ai été interpellée par votre manière – si je vous ai bien comprise – de décrire le présent comme une époque où il y a, d’un côté, ces conceptions néolibérales de l’égalité, comme le talent dans les carrières professionnelles, l’idée de “briser le plafond de verre” dans le féminisme, ou encore, dans l’antiracisme aux États-Unis il y a cette expression que Keeanga-Yamahtta Taylor a utilisée : “*Black faces in high places*” / “Des visages noirs en haut de la hiérarchie” – comme si ça suffisait à surmonter le racisme... Donc voilà l’idée néolibérale. Mais, comme vous l’avez souligné, aujourd’hui, en parallèle, une autre chose se renforce : un néo-essentialisme. Ce n’est pas vraiment le marché libre, mais plutôt le retour d’un patriarcat à l’ancienne, d’un suprémacisme blanc à l’ancienne. Et étrangement ces deux dynamiques coexistent. On pourrait croire qu’elles sont contradictoires – et en théorie, c’est le cas – mais, contre toute attente, ces deux forces se retrouvent alliées. Et ça pose d’énormes problèmes à toutes celles et ceux qui se battent pour la justice parce qu’il faut lutter sur deux fronts à la fois

Programme d’études sur le genre : Et on va continuer un petit peu à parler de néolibéralisme. Maintenant qu’on a posé quelques concepts je voulais revenir avec vous sur vos publications récentes.

Je l’ai dit tout à l’heure, Nancy Fraser, votre livre *Cannibal Capitalism*, publié en 2022 en anglais, vient juste de paraître en français en 2025 sous le titre *Le capitalisme est un cannibalisme*. Et dedans vous expliquez que le capitalisme n’est pas seulement un système économique, mais que c’est aussi un ordre social institutionnalisé... en fait ça veut dire que c’est une forme de société qui implique plein de choses qui ne sont pas forcément économiques. Est-ce que vous pourriez nous en dire plus sur cette conception, sur votre

conception du capitalisme, notamment en lien avec les questions de genre qui nous intéressent beaucoup dans ce podcast ? Et nous expliquer pour vous en quoi le capitalisme est un cannibalisme ?

Nancy Fraser : Oui, merci pour cette question. Je voudrais d'abord faire le lien avec ce qu'on évoquait juste avant pour expliquer que l'approche que je propose dans ce livre est un peu différente. Ce n'est pas que j'ai cessé de m'intéresser à la justice, loin de là, mais c'est plutôt la question des crises qui est au cœur de ma réflexion ici. D'une certaine manière, il s'agit d'un autre aspect problématique de la société capitaliste. D'un côté, elle produit sciemment des injustices multiples, sous des formes diverses et à plusieurs niveaux. Mais d'un autre côté, c'est un système social qui porte en lui sa propre instabilité, qui s'effrite de l'intérieur, en quelque sorte, ce qui le rend particulièrement vulnérable à toutes sortes de dysfonctionnements, d'irrationalité, et, par moments, à de véritables crises. Donc, c'est vraiment la critique de ces crises qui est au centre de ce livre, plutôt que la critique de l'injustice, même si je crois profondément aux deux, et que j'essaie de les articuler. Mais vous avez raison : dans ce livre j'essaie de développer davantage l'aspect théorique et sociologique du projet, plutôt que son versant philosophique ou normatif. Et cela revient à se demander comment l'injustice s'ancre durablement dans les institutions, c'est l'aspect clé que je développe dans ce livre.

Et vous avez également raison : on a longtemps réduit le capitalisme à un système uniquement économique, en pensant qu'il suffisait de réorganiser l'économie pour en résoudre les injustices et les dysfonctionnements. Dans une perspective révolutionnaire, cela peut vouloir dire socialiser la propriété des moyens de production, mais cela reste un projet limité au champ économique. Alors que si vous adoptez une perspective féministe, par exemple, vous voyez immédiatement à quel point l'économie formelle repose en réalité largement sur le travail de reproduction sociale qui s'accomplit au sein des familles, des communautés, des quartiers, ainsi que dans certains domaines publics comme l'éducation, la santé, et cetera. Il n'y a pas d'économie capitaliste sans toutes ces activités, souvent invisibles, toute cette énergie, – qui devraient d'ailleurs être considéré comme un travail à part entière, un travail indispensable au bon fonctionnement de la société – comme les activités de soins, l'entretien des infrastructures, la solidarité, la confiance, et les fondations sociales indispensables à un système économique. Les féministes savent tout ça depuis longtemps, et je m'appuie beaucoup sur ce type d'analyse. Parlons du travail de *care*, souvent non rémunéré, ou très mal rémunéré : ce travail de soin est une condition essentielle à l'existence-même d'une société capitaliste et à ce titre, il doit être pleinement pris en compte. Ce qui compte c'est la relation entre les deux : d'un côté, ce qu'on reconnaît officiellement comme du "travail" et comme producteur de valeur, et de l'autre, toute une zone grise d'activités, souvent tapies dans l'ombre, mais qui apportent une véritable contribution sociale et créent aussi de la richesse, même si ce n'est pas toujours sous forme de valeur monétaire.

Et j'ai développé une analyse similaire en ce qui concerne la nature, je crois d'ailleurs que nous y reviendrons un peu plus tard, quand nous parlerons des nouveaux travaux de Réjane sur les animaux et l'animalité. Mais je voulais déjà mentionner l'analogie. Le système économique repose sur l'exploitation d'activités que l'on considère comme étant en dehors de l'économie. Mais cette distinction entre économique et non-économique est en réalité idéologique, il faut le dire. Le système profite gratuitement du travail de *care*, tout comme il profite gratuitement de la nature. Il autorise les propriétaires et les investisseurs à puiser librement matières premières, ressources minérales, sources d'énergie, mais aussi à puiser

dans les conditions écologiques de base comme l'air pur, l'eau potable, un climat vivable, des sols fertiles, ... C'est une logique de "servez-vous", de libre-service sans jamais avoir à réparer les dégâts causés, ni à compenser ce qui a été prélevé. On retrouve la même mécanique que pour le travail de *care* : on puise dedans comme si c'était inépuisable, sans assumer la moindre responsabilité en retour.

Et je pense que cela vaut aussi pour les pouvoirs publics, pour les capacités collectives : les entreprises qui s'appuient sur les infrastructures publiques, sur la régulation, les dispositifs juridiques et d'ordre public ... Elles dépendent de tout cela, et en même temps, elles cherchent en permanence à affaiblir les régulations, à échapper à l'impôt, et cetera.

Là encore, on est face à une logique de *free-riding* où elles prennent sans vouloir contribuer. Et le quatrième aspect, c'est tout le processus par lequel le système se développe en s'appropriant les terres, les biens, les corps et le travail de populations dominées, le plus souvent racisées. On pourrait même parler aujourd'hui de la manière dont sont traitées les personnes migrantes. C'est encore une forme de *free-riding*.

Donc voilà les conditions de base, qui font toute partie intégrante du capitalisme, qui lui sont inhérentes et nécessaires. Elles créent un rapport pervers dans lequel le système autorise les acteurs économiques puissants, ainsi que leurs soutiens politiques, à les cannibaliser, à les consommer tout simplement. Et le problème, c'est qu'à force, ça crée un terreau fertile aux catastrophes, on le voit aujourd'hui avec le réchauffement climatique ou la crise du *care*. On ne peut pas continuer à se servir sans cesse et à causer des dégâts et à les laisser s'aggraver sans que, tôt ou tard, tout ne commence à se déliter. Et j'ai écrit *Le Capitalisme est un cannibalisme* pour essayer de clarifier cette relation d'exploitation et de cannibalisation, afin de mieux comprendre notre présent que je considère comme l'un de ces rares moments – et il n'y en a pas beaucoup dans notre histoire moderne – où plusieurs dynamiques de crise s'entrecroisent et s'amplifient mutuellement. On fait face à une crise écologique, à une crise du *care* et de la reproduction sociale, à une crise de la démocratie et de l'ordre politique, tant au niveau national qu'international, sans oublier l'intensification de la prédation néo-impérialiste sur les populations racisées, à la fois dans nos pays riches mais aussi ailleurs. Donc je pense que c'est un de ces moments de crise exceptionnels, et cette analyse cherche à montrer que ce n'est pas un hasard, que tout cela est inscrit dans l'ADN de notre société. Et que si nous voulons vraiment nous attaquer à ces problèmes, il va falloir commencer à envisager une transformation structurelle en profondeur de notre ordre social.

Programme d'études sur le genre : Alors Réjane Sénac, je ne sais pas si de votre côté vous concevez aussi la société comme un capitalisme, et comme un capitalisme cannibale comme on vient de le dire, Vous pourrez nous en parler. On va peut-être continuer, justement, sur cette question des mobilisations dont on parlait tout à l'heure mais qui peuvent répondre aussi à ce que vient de dire Nancy Fraser sur la manière dont on pourrait changer la société. Vous avez récemment publié deux livres sur lesquels je voudrais qu'on revienne. Le premier c'est un livre que vous avez publié aux Presses de Sciences Po sur les mobilisations contemporaines contre les injustices. Ce livre, il s'intitule *Radicales et fluides* et pour l'écrire vous êtes allée interroger plein d'activistes et de personnes engagées en France justement qui veulent un peu changer les choses. Quels messages portent ces mobilisations, notamment sur la justice et l'égalité dont on vient de parler, et peut-être aussi sur cette question, justement, du capitalisme ?

Réjane Sénac : Alors c'est tout à fait intéressant, ça va vraiment faire du lien avec ce que vient d'analyser et de nous présenter Nancy Fraser. Puisque si cet ouvrage s'appelle

Radicales et fluides, c'est parce que les 130 personnes que j'ai interviewées, qui sont des responsables ou activistes féministes, antiracistes, écologistes, antispécistes ou pour la justice sociale, ce qu'ils me disent, quel que soit leur répertoire d'action, du président de la Ligue des droits de l'homme qui est plutôt dans une logique de plaidoyer réformiste, ou un habitant de ZAD, ou des personnes qui sont plutôt dans la désobéissance civile, ils ont pour point commun d'avoir le même constat que Nancy Fraser, c'est-à-dire que les injustices sont dans l'ADN de notre héritage à la fois global, international et national, qui se décline de manière différente en fonction des états de notre culture politique. C'est intéressant d'ailleurs d'avoir ce débat à deux voix où on voit bien que, et on peut citer Tocqueville déjà, mais c'est aussi tout à fait contemporain : cette idée que ça se décline plutôt sur un registre d'idéal de liberté au niveau américain et d'idéal d'égalité au niveau français. Et pour autant on voit bien qu'il y a une imbrication à la fois sur un registre de l'idéal, puisque même si on a souvent dit que c'était un peu les deux sœurs ennemies, la liberté, l'égalité, ce qu'on voit, c'est qu'en termes, aussi bien de domination que d'émancipation, ils sont éminemment imbriqués. Et pour reprendre Philip Pettit, l'égalité c'est une liberté de non-domination, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que tant qu'on est assigné à des groupes de vulnérabilité, des groupes déterminés par des prétendues qualités ou missions, on n'est pas en position d'être libre. Et que les seuls qui sont libres dans une société qui est inégalitaire, c'est les dominants. Donc, en fait, cet horizon d'émancipation partagée il n'existe que si on travaille sur la liberté et sur l'égalité. Donc le point commun des personnes que j'ai interviewées c'est justement de dire : pour être efficaces, pour tendre vers cette société d'émancipation partagée, il faut travailler sur les causes, sur les racines, il faut travailler sur l'ADN, donc c'est en ça qu'ils sont radicaux, qu'ils vont aux causes, ils sont plutôt même rhizomiques puisque l'ADN qui ressemble plus à un rhizome on voit qu'on est sur plusieurs plateaux comme le disaient Deleuze et Guattari. Et que dans ces plateaux il y a le cœur du réacteur, le moteur : c'est le capitalisme, qu'ils appellent plutôt en réalité du nom de néolibéralisme - je pense pour l'associer à une période particulière, ce capitalisme dit "tardif", - et pour aussi dire ce que dit Nancy Fraser qu'il y a une imbrication entre structure économique et structure politique, entre régime capitaliste et une certaine forme de rapport au politique qui n'est pas à la hauteur des principes qu'il proclame, mais qui, au contraire, valide et fait écran à vraiment un horizon d'émancipation.

Donc vraiment, le point commun de toutes les personnes que j'ai interviewées, c'est qu'ils se méfient, justement, des principes un peu rhétoriques et qu'ils sont dans une lecture critique de notre héritage. Pour autant, ils ne lâchent pas cet horizon d'égalité et de liberté imbriquées, mais dans une perspective qui est une perspective processuelle, et c'est dans ça que j'ai qualifié de fluide. Aussi bien en termes de définition de "qui", que du "ce qui" est politique, c'est-à-dire qui on intègre dans la communauté politique : on voit bien qu'on a été dans une extension du périmètre d'application des principes de liberté et d'égalité. Et donc il y a vraiment une volonté que les premiers concernés et les citoyens actifs soient de plus en plus grands en termes d'inclusion. Mais aussi le "ce qui" : quels sujets sont intégrés dans le débat politique, dans la discussion politique et dans les politiques publiques. On voit l'émergence des questions des violences, les violences sexuelles, sexistes, violences racistes, de l'imbrication de la justice écologique et de la justice sociale, de la question animale. Donc on est vraiment dans une forme de reprogrammation de l'ADN de ce qu'on entend par les frontières du politique, mais aussi par le sens même de ce politique.

Et pour revenir au capitalisme, qu'ils appellent donc plutôt néolibéralisme, ils en font l'ennemi commun. Donc ils ont des divisions entre eux, mais quelle que soit leur cause il y a cette idée que ce régime-là, qui est hybride entre structures politiques et économiques et

culturelles, pour reprendre les trois dimensions de Nancy Fraser, il est à la fois sexiste, raciste et écocide, il est aussi spéciste pour ceux qui ont cette dénonciation-là comme grille de lecture, il est aussi hétéronormé, voire LGBT-phobe. Mais il y a vraiment cette idée que ça fait système et qu'il n'y a pas d'un côté les injustices – pour revenir sur ce qu'on a appréhendé au départ dans la complexité de la théorie de la justice – c'est qu'il n'y a pas d'un côté les inégalités économiques, qui seraient les seules expressions de ce capitalisme tardif et englobant, et de l'autre côté les autres enjeux qui seraient des enjeux *merly cultural*, qui seraient des enjeux *purement culturels* et un peu extérieurs à la marge, mais que vraiment tout cela fait partie d'une même construction et d'une même logique politique et économique imbriquées. Donc ça c'est vraiment très marqué, ça m'a d'ailleurs assez étonnée par le fait qu'il y a une forme de consensus là-dessus, sur cet ennemi commun.

Par contre, c'est plus complexe pour penser le bien commun, pour penser l'élaboration d'une nouvelle communauté politique où, justement, les émancipations seraient partagées, et comme l'explique d'ailleurs le manifeste *Féminisme pour les 99%*, on voit bien qu'il n'y a pas de naïveté à avoir sur le fait que s'ils ont des constats communs, un ennemi commun, ils peuvent avoir des tensions, ces différents types d'activisme en ce qui concerne leur priorité, en ce qui concerne ce qu'ils définissent comme leur liberté. Donc là il y a vraiment tout un travail à avoir sur le passage de l'ennemi commun au bien commun.

Programme d'études sur le genre : Et il y a un sujet dont on parle un petit peu depuis tout à l'heure : on a parlé d'antispécisme, d'animalité, etc. Le deuxième livre de Réjane Sénac que je voulais mentionner, c'est un court essai qui s'intitule *Comme si nous étions des animaux*, qui est paru en 2024, sur l'antispécisme, justement, qui est un courant qui remet en question – alors je vais le dire de manière très rapide – le fait de nous placer, nous les humains, au-dessus des animaux et de créer une sorte de hiérarchie entre les espèces. Alors avant de commencer à en discuter plus en détail, est-ce que vous pourriez nous en dire plus, Réjane Sénac, sur ce courant et puis sur le livre que vous avez écrit ?

Réjane Sénac : Alors si j'ai souhaité écrire ce livre – et je continue avec le prochain qui sort en septembre – c'est parce que je considère que notre rapport à la question animale est encore un peu un angle mort dans les mobilisations contre les injustices. En tout cas, ce que j'ai vu dans mes recherches, c'est que dans la synergie des luttes – puisqu'ils préfèrent le terme de synergie à celui de convergence – le fait de se reconnaître comme des égaux en tant qu'humains et de dire : "Quel que soit notre sexe, notre couleur de peau, notre origine sociale, notre orientation sexuelle, nous, nous nous unissons pour tendre vers une société plus juste", en critiquant l'héritage d'un ADN politique et économique injuste, ça, il y a quand même une forme de consensus là-dessus.

Mais par contre, quand on intègre à cette interrogation l'enjeu de notre comportement vis-à-vis des animaux non humains – puisque nous sommes aussi une espèce animale – là, on voit que c'est beaucoup plus complexe. Parce que la question des alliés et des premiers concernés est centrale, puisqu'on est tous des alliés dans la lutte pour l'égalité de toutes les espèces, puisque nous faisons partie de l'espèce qui s'est positionnée en dominant. Parce que là, l'ennemi commun ce n'est pas seulement – bien sûr que c'est aussi – un système capitaliste, de l'agroalimentaire, international et national, enfin qui a des enjeux économiques très forts. Mais c'est aussi, comme le dit Achille Mbembe, le nécropouvoir qui fonde dans la modernité politique le pouvoir sur la capacité de laisser vivre ou de tuer. On le voit sur les groupes vulnérabilisés, sur ces "presque humains", pour parler comme Kymlicka, que sont les femmes et les personnes racisées en particulier. Mais là, on est encore dans un

niveau supérieur puisque notre système de production, de consommation, est fondé sur l'exploitation et sur le meurtre de milliards d'individus qui sont en capacité de ressentir la souffrance, qui sont sentients, les animaux non humains. Donc là, il y a vraiment cet angle mort, et c'est encore perçu comme normal, naturel et nécessaire, pour reprendre Joy.

Donc là, on voit bien que ...

Moi ce qui m'a intéressée, c'est d'aller voir un peu cet angle mort-là, qui dit à la fois – c'est un peu l'éléphant dans la pièce – à la fois de la synergie des luttes mais aussi de notre modernité politique. Puisqu'en effet, l'exclusion de groupes humains elle se fait par le levier de leur animalisation. On a animalisé les femmes, on a animalisé les personnes racisées, les personnes en situation de handicap, les pauvres, enfin tous ceux qu'on souhaitait sortir du politique. Donc le processus d'émancipation a été fondé principalement sur l'idée de passer la barrière de l'animalité : devenir des humains à part entière. Donc il y a une vraie suspicion, une vraie méfiance de la part des féministes, des antiracistes en particulier, avec toute analogie avec les animaux non humains, puisque là, sinon, on a l'impression qu'on va revenir vers un sexisme, un racisme naturalisé. Donc ça rend l'alliance, et le fait de repenser un ADN qui intègre aussi cette émancipation, comme une forme de peur de régression.

Donc je trouve que c'est vraiment intéressant, parce que ça nous interroge sur notre héritage, mais aussi aujourd'hui, sur : comment est-ce qu'on pense ensemble une société qui soit une société émancipée, qui intègre – maintenant ça c'est assez accepté – la justice écologique, très imbriquée à la justice sociale, et la question du genre aussi, mais qu'on intègre aussi cette question animale, et nos incohérences. Et comment est-ce qu'on peut penser, donc, une zoopolitique, c'est-à-dire intégrer toutes les espèces animales dans une communauté qui considérerait à égalité, qui prendrait à égalité les intérêts de chaque espèce. Donc c'est l'égalité de considération des intérêts de chacun.

Programme d'études sur le genre : Merci. Je sais que vous abordez aussi un petit peu ce sujet, Nancy Fraser, notamment dans votre livre sur le capitalisme vous avez dédié un chapitre à la nature, et ce chapitre en français, il s'intitule "La nature dans la gueule du loup". Alors, je me demandais, selon vous, quel peut être le rôle de l'antispécisme au sein des autres mobilisations dont a parlé Réjane un petit peu plus tôt, qui viennent justement peut-être lutter contre ce capitalisme cannibale ? Et puis peut-être nous apporter une perspective d'outre-Atlantique étatsunienne sur cette question.

Nancy Fraser : Et bien cela me semble être un moment très intéressant de notre discussion, car c'est peut-être le seul point où il pourrait y avoir une légère divergence. Je n'en suis pas certaine, mais cela mérite d'être exploré.

Je voudrais préciser que j'étais totalement en accord avec tout ce que Réjane a dit à propos de son livre sur les mouvements sociaux et les luttes sociales : sur l'importance de reconnaître la manière dont des injustices, des souffrances et des préjudices très différents et déconnectés en apparence peuvent en fait être enracinés et s'imbriquer dans un seul et même système social ; sur l'importance de désigner un ennemi commun ; sur la nécessité d'élargir les engagements émancipateurs, au travers de coalitions et d'alliances autour de cette reconnaissance d'un seul système social, dont découlent de nombreuses conséquences néfastes ; et sur le refus d'établir une hiérarchie des priorités – comme si l'on pouvait décider s'il est plus grave de vivre dans une zone ravagée par les incendies, ou plus grave que votre fils adolescent puisse être abattu par un policier lorsqu'il sort. Comment peut-on vraiment comparer de telles choses, n'est-ce pas ? Donc sur tout cela, je crois que nous sommes entièrement d'accord.

Alors maintenant, je ne sais pas si c'est vraiment un désaccord, mais il y a au moins, je pense, une différence de perspective et de paradigme. Parce que mon chapitre ne porte pas sur les espèces, sur l'animalité ou sur les animaux – humains, ou non. Il porte en réalité sur la Nature dans un sens plus large. En fait, je ne m'intéresse pas spécifiquement à la relation entre les animaux humains et non-humains, mais à l'ensemble des problématiques liées aux terres, à la flore – ainsi qu'à la faune –, aux océans, à l'air, aux sols, au climat, et cetera. Et je crois qu'il s'agit d'un angle différent, d'une autre perspective sur ces questions. C'est pourquoi je n'ai jamais cherché à aborder directement la question que vous soulevez : faut-il placer les intérêts des êtres humains, considérés en tant qu'espèce, sur le même plan que les intérêts – ou du moins les intérêts que nous reconnaissons – des autres espèces ? C'est intéressant, parce que j'ai assisté récemment à une conférence à ce sujet, qui portait notamment sur cette question des espèces, et sur la manière de tracer les frontières entre les espèces. Dans le passé, les biologistes supposaient qu'il existait des contours fixes, et ainsi de suite. Mais quoi qu'il en soit, et ce que je vais dire est sans doute assez superficiel et un peu banal, mais je continue à m'interroger sur des choses comme : est-ce que je pense réellement que les moustiques porteurs du paludisme devraient avoir le même droit à l'existence que untel ou unetelle, et cetera et cetera. Je ne sais pas très bien où tout cela peut nous mener.

Mais je pense que, quelle que soit notre position sur ce point, que nous avons l'obligation de sauvegarder l'intégrité des processus naturels et sociaux qui assurent la reproduction de la planète. Et cela est impossible si nous traitons toute autre forme de vie simplement comme une matière première que l'on utilise. Car ensuite nous les détruisons et, à terme, nous nous détruisons nous-mêmes. Donc c'est une autre manière d'aborder la question, qui ne repose pas sur l'égalité des droits entre les espèces, mais sur le fait que nous sommes tellement imbriqués les uns avec les autres que nous ne pouvons pas assurer le bien-être humain si nous détruisons les conditions d'existence et la vie d'autres animaux.

Donc mon attention se porte, encore une fois, sur la manière dont le capitalisme institutionnalise cette relation prédatrice et extractive à la Nature, sous toutes ses formes, y compris aux animaux, y compris à de nombreux animaux humains qui, comme vous l'avez très justement dit, sont rejetés en dehors de la catégorie de l'humanité, et naturalisés et animalisés. C'est tout à fait exact, et je suis entièrement d'accord avec cela.

Je dirais donc que, en tant que système social, le capitalisme inscrit cette relation prédatrice et extractive à la nature dans son propre ADN. D'ailleurs, je voulais vous demander une précision : quand vous avez parlé du "DN" : il s'agissait bien de l'ADN ?

Programme d'études sur le genre : Yes: "ADN" is DNA.

Nancy Fraser : D'accord. Donc le capitalisme porte cette relation prédatrice et extractive dans son ADN. Et il y a eu d'autres systèmes sociaux qui ont eux aussi abîmé la nature, massacré et causé de grandes souffrances aux animaux – humains et non-humains.

Mais je pense qu'ils ne l'ont pas fait en raison d'un impératif intrinsèque d'accumuler, accumuler, accumuler,... Ils l'ont fait pour toutes sortes d'autres raisons, qui tiennent à l'ignorance ou à d'autres facteurs. Mais le capitalisme, en revanche, porte en lui une relation de prédation systématique à l'égard de la Nature.

Et c'est pourquoi je suis convaincue qu'il est impossible d'assurer le bien-être – ou même la survie – de la planète comme un habitat viable pour nous et pour les autres espèces, sans provoquer des changements vraiment fondamentaux à la structure sociale, afin de neutraliser cet impératif d'accumulation quasi-démoniaque qui est au cœur de notre société.

Programme d'études sur le genre : Merci. Alors, on approche de la fin de notre entretien, et il y a une question que je voulais vous poser à toutes les deux. Parce qu'en lisant, en me renseignant un petit peu sur vos travaux, j'ai trouvé un mot qui revenait assez souvent, et ce mot, c'est le mot émancipation, émancipateur, *emancipatory* en anglais. Et je m'interrogeais sur la manière dont vous concevez ce mot en lien avec votre rôle de chercheuse. Peut-être, dit un peu différemment : est-ce que vous diriez que la recherche en philosophie, la recherche en théorie politique, en science politique, elle peut être émancipatrice ou avoir un rôle émancipateur ?

Vous voulez commencer, Nancy Fraser ?

Nancy Fraser : Oui, avec plaisir ! Je voudrais aborder plusieurs points.

Tout d'abord, je ne pense pas qu'il soit possible de définir de manière substantielle ce qu'est l'émancipation. Pour moi, l'émancipation c'est un processus de dépassement de l'oppression, de la domination, de l'injustice – quel que soit le terme que l'on choisit d'utiliser. Et parfois, lorsque des luttes parviennent à émanciper au moins certaines personnes d'une condition donnée de domination, elles finissent par créer une nouvelle forme de domination, ou bien elles émancipent certaines personnes aux dépens d'autres. Donc autrement dit, pour moi, il s'agit toujours d'un phénomène contextuel, plutôt que d'une définition définitive et universelle de ce qu'est l'émancipation. Voilà mon premier point.

Et cela signifie que je l'envisage de manière historique : en me demandant toujours quelles sont aujourd'hui les formes de domination, et qu'est-ce que nous avons appris de l'histoire des luttes passées pour surmonter ces dominations, certaines ayant abouti positivement, et beaucoup d'autres ayant échoué. Ce sont, à mes yeux, les grandes questions.

Et vous m'avez parlé plus précisément du travail des intellectuels, des chercheuses, des chercheurs, des universitaires, et demandé si ce rôle pouvait être émancipateur. Alors, bien sûr ce mot "émancipateur" est un adjectif, lié au nom commun "émancipation". Et, pour moi, la première chose à dire c'est que je cherche toujours à identifier qui, dans un contexte donné, pourrait être l'agent d'un processus d'émancipation ? Et, où se situent ces agents ? Quelles sont leurs principales préoccupations ? Je pense que cela rejoint de très près ce que Réjane disait tout à l'heure autour de son ouvrage *Radicales et Fluides*. Donc nous regardons qui sont les agents potentiels de l'émancipation. Et ensuite, je réfléchis à mon propre rôle – qui n'est pas celui de tout le monde – mais que je conçois, en tant qu'intellectuelle, philosophe, théoricienne critique, comme une activité de réflexion sur ces questions, d'apprentissage à partir des luttes, et aussi de mobilisation des outils théoriques que j'ai développés au fil des années, afin d'élaborer des modes de pensée qui pourraient s'avérer utiles à quelqu'un, quelque part. Même si, bien sûr, il n'y a aucune garantie. Donc, oui, je dirais qu'être un ou une intellectuelle qui tente de jouer un rôle émancipateur consiste à essayer de fournir certaines ressources conceptuelles, en dialogue avec les mouvements sociaux et les luttes que je considère comme, sinon actuellement émancipateurs, du moins potentiellement émancipateurs.

Et nombre de ces mouvements sont d'ailleurs très hétérogènes, ils sont traversés par des dynamiques contrastées, avec des tendances fécondes et d'autres plus discutables. Je suis donc très attentive à la question des alliances, tout comme Réjane, et c'était un axe central de l'ouvrage *Féminisme pour les 99 %*. Tout cela correspond en quelque sorte à un point de vue hégélien de gauche : la société est traversée par plein de contradictions, ce qui engendre des luttes et des contestations. Ce n'est pas nous qui les produisons, c'est la

société elle-même qui les produit. Notre rôle éventuel consiste plutôt à aider à les clarifier et, dans la mesure du possible, à offrir des outils pour mieux les comprendre.

Programme d'études sur le genre : En tout cas, merci d'être dans le podcast pour jouer un peu ce rôle aujourd'hui. Réjane Sénac, est-ce que vous voulez continuer à répondre à la question ?

Réjane Sénac : Oui, tout à fait. Je fais écho à ce qu'a dit Nancy Fraser sur le caractère très processuel de ce terme d'émancipation. Et je trouve ça intéressant, en effet, qu'il soit peut-être moins rigide, et peut-être aussi moins conceptuel que d'autres, moins chargé. Et donc, on voit bien comment il est plus facilement appropriable, comment, pour moi, il fait une forme de réconciliation aussi entre l'égalité et la liberté, une imbrication entre les deux, entre l'individuel et le collectif. Donc je le trouve vraiment assez fort ce terme-là. Il est d'ailleurs beaucoup utilisé. Donc c'est intéressant que, Violette, vous l'ayez vue, en fait, l'importance de ce terme.

Et je voulais peut-être, en complément de tout ce qu'a dit Nancy Fraser et que je partage complètement, peut-être exprimer là une forme de paradoxe qui est au cœur de notre démarche de philosophes, de théoriciennes du politique: parce que nous utilisons, et nous nous réapproprions, des disciplines – dans tous les sens du terme –, des concepts qui ont été historiquement des concepts qui ont porté, qui ont justifié l'exclusion et la domination. Et donc, pour reprendre en particulier Iris Marion Young, on en fait une forme de bandita, c'est-à-dire qu'on se réapproprie des concepts comme celui d'égalité, de liberté, d'universel, de manière processuelle, de manière critique, de manière émancipatrice. Et donc là, on a une forme toujours de fondation critique et de nécessité, en fait, du mouvement, qui est inhérente à cette démarche paradoxale qu'on occupe Nancy Fraser et moi. Et une forme de trouble inhérent à la démarche. Donc ça, je trouve que c'est intéressant.

Et on voit qu'en faisant ça, on touche quand même à des totems, à des tabous, des omerta, des choses qui, au départ, ont quand même été plutôt en angle mort, et qui ont été aussi dans l'ADN de nos disciplines. Et je trouve que par rapport à ça, on voit bien qu'on se frotte – et qu'on se heurte, même, plus que se frotter – à un mythe, qui est le mythe de la neutralité des scientifiques. Et à une mésinterprétation, une mauvaise interprétation de la neutralité axiologique de Weber, qu'on nous renvoie à la figure plus comme un écran ou comme une paralysie, comme un empêchement de discuter, qu'autre chose. Alors qu'on voit bien que Max Weber, qui était lui-même dans une logique d'engagement à son époque, ne dit pas que les scientifiques sont neutres. Par contre, ce qu'il souligne, c'est qu'il y a une nécessité d'être dans un processus d'hypothèse, de méthode, de rigueur, pour justement être, comme l'a dit Nancy Fraser, ceux qui éclairent la complexité, les tensions du réel, pour être dans une logique de compréhension, toujours aussi en mouvement et en interaction avec les autres types d'actrices et d'acteurs. Donc je trouve que ça permet de dépasser ce mythe de la neutralité, et puis un héritage qui est un héritage paralysant.

Donc moi je trouve qu'on a la chance de vivre à une période qui est à la fois très bousculée, qui est à l'entrecroisement de crises, qui remet en cause nos fondamentaux du pluralisme, de la discussion raisonnée, de la controverse scientifique, et donc ça, il y a une vraie vigilance à avoir dans ce moment-là. Et c'est un moment aussi paradoxal, parce qu'il y a eu beaucoup d'avancées sur des perspectives et des démarches critiques. Il y a tout un héritage du conservatisme, il y a des réactions, mais il y a des réactions parce qu'on a avancé en termes, aussi, d'héritage critique et processuel, et que l'émancipation a mis des

brèches partout dans cet ADN et a modifié, déjà, quelque part, notre ADN, aussi bien scientifique que politique.

Programme d'études sur le genre : Un très grand merci à toutes les deux pour cet échange.

Réjane Sénac : Merci beaucoup Nancy !

Nancy Fraser : Merci à toutes les deux, je suis heureuse que nous ayons pu partager cette conversation !

Programme d'études sur le genre : Genre et cetera, c'est le podcast du Programme d'études sur le Genre de Sciences Po.

Le doublage de la voix de Nancy Fraser en français a été réalisé par Angélique Nigris, et la musique est signée Lune. Un lien vers la transcription de cet épisode et plein de références bibliographiques, notamment les livres qui ont été cités, sont disponibles en description.

Merci beaucoup à Nancy Fraser et à Réjane Sénac d'avoir accepté de mener cet échange et de partager leurs perspectives de recherche. Si vous avez aimé cet épisode et que vous aimez ce podcast, n'hésitez vraiment pas à mettre des étoiles sur votre plateforme d'écoute et des commentaires, ça nous aide à continuer ce projet. Merci pour votre écoute, et à bientôt.